

n° 31- Juillet 2020

La communication économique et financière

de l'Association Éthique et Investissement

L'investissement et la mesure d'impact

L'investissement socialement responsable a pour ambition de financer des entreprises ayant un impact positif sur l'environnement et leurs parties prenantes. A mesure que les entreprises produisent et croissent, elles émettent des externalités positives (création de richesse) et/ou négatives (pollution). Pour prendre sa décision, un investisseur « responsable » doit pouvoir quantifier ces externalités. Cette quantification est délicate à mettre en œuvre et même présente dans son principe un certain nombre de limites.

1. Le manque de normes

En 2017, la France vote la mise en place de la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF) obligeant les grandes entreprises à publier leurs impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance. La DPEF est ensuite reprise à l'échelle Européenne à travers la Non-Financial Reporting Directive (NFRD) en 2019. Néanmoins, cette obligation ne concerne pas toutes les entreprises (seulement celles de plus de 500 employés) et pas tous les pays.

Par ailleurs, les entreprises souhaitant s'engager en faveur du développement durable et publier l'impact de leurs activités, se heurtent à l'absence d'un référentiel « universel », comme il en existe pour le reporting financier, permettant entre autre d'apprécier une de l'entreprise analysée parmi ses pairs. Dans son rapport publié en 2020, Patrick de Cambourg, esquisse les conditions de mise en place, au niveau européen, d'un référentiel de mesure de la performance extra financière, dans la continuité de certains organismes comme le Global Reporting Initiative (GRI) ou les normes ISO 26000.

2. La difficulté technique de collecter l'information et mesurer certains impacts

La loi sur le devoir de vigilance donne une responsabilité aux entreprises françaises vis-à-vis de l'activité de leurs filiales étrangères et leurs sous traitants. La mesure de la performance extra financière de ces filiales et sous-traitants se heurtent bien souvent outre l'absence de référentiel, à la difficulté de collecte d'informations pertinentes et fiables

Par ailleurs, si de plus en plus de moyens sont mis en place pour pouvoir mesurer les impacts ESG des entreprises comme les émissions de CO2, la fréquence des accidents sur le lieu de travail ou le nombre de licenciements, d'autres impacts sont plus difficiles à mesurer comme le taux de satisfaction au travail ou la perte de la biodiversité. L'enjeu, pour certains, est non seulement de pouvoir les mesurer mais également de pouvoir les transformer en enjeux financiers (par exemple convertir les émissions de CO2 en coût pour l'entreprise).

3. La nécessité de garder du non quantifiable

Si nous sommes en capacité de mesurer certains services rendus par la nature et l'utilité sociale des métiers jusqu'à un certain point, il faut également nous demander si l'impact doit toujours se mesurer. Quel prix donner à un paysage qui peut être détruit par une entreprise pour extraire des ressources naturelles ? Quelle valeur donner au travail de soin, d'attention, de soutien moral et de prévenance apporté par le personnel médico-social ? Quantifier un travail à l'aulne de sa valeur monétaire réduirait la dimension épanouissante d'insertion, d'utilité et de gratification que nous pouvons ressentir lorsque nous travaillons. La logique néolibérale cherche à tout quantifier mais tout ne peut pas l'être et c'est dans cette démarche que se place l'investisseur responsable qui ne cherche pas uniquement un rendement financier mais également un rendement social et environnemental : le sentiment d'avoir « fait sa part » sans contrepartie mesurable.

Comité Ethique du fonds Nouvelles Stratégies 50 du 10 Juin 2020 Secteur : Energie

Ce secteur regroupe les sociétés qui exploitent le gaz et les hydrocarbures .L'énergie est essentielle au développement (Nécessité d'accès à l'énergie pour tous). Elle est fortement corrélée à la croissance économique, à l'emploi et aux taxes finançant les états, en particulier dans des zones défavorisées. En revanche elle est très émettrice de gaz à effet de serre, notamment lors de l'utilisation des produits. Elle est la source de diverses pollutions et atteintes à la biodiversité. Elle opère souvent dans des pays, où les droits de l'homme sont peu respectés. Il en résulte une très forte pression des investisseurs dans le cadre de la transition énergétique. Les sociétés du secteur sont donc appelées à mettre en place de véritables « stratégies climat » (énergies durables, captage du CO2, biocarburants, etc..).

C'est dans ce cadre que la Commission Européenne a affiché un objectif de neutralité carbone en 2050.

Nom de l'entreprise	E&I
Repsol	Conserver
ENI	Ne pas intégrer
Omv	Exclure
Galp Energia	Exclure
Total	Ne pas intégrer
Lundin Petroleum	Ne pas intégrer
Equinor	Ne pas intégrer
Neste	Ne pas intégrer
BP	Ne pas intégrer
Royal Dutch Shell	Ne pas intégrer
Aker BP	Ne pas intégrer

Nous avons étudié: Repsol, Royal Dutch Shell, Equinor (ex State oil), Lundin Petroleum, Neste, Total, BP, OMV, ENI, Galp Energia..

Parmi ces dix entreprises, six ont une note Vigeo supérieure ou égale à 50 (maximum 67 pour Repsol), quatre ont une note inférieure à 50 (minimum 39 pour Royal Dutch Shell). Il s'agit donc d'un secteur bien noté. Du fait de la nature de cette industrie (haut niveau technique, risques industriels et environnementaux), la prise de conscience de la RSE est réelle , mais nécessite encore des avancées significatives.

Nous avons conservé :

Repsol Objectif affiché de neutralité carbone pour 2050 avec des plans actifs. Résultats en amélioration. *Nous n'avons pas intégré :*

Royal Dutch Shell Trop de controverses malgré un objectif de neutralité carbone.

Equinor Trop de controverses concernant la santé et l'environnement.

Lundin Petroleum Pas de prise en compte du Scope 3. Beaucoup de déversements. Mais bons résultats pour santé et sécurité.

Neste Fréquence des accidents et approvisionnement en huile de palme , malgré une stratégie de transformation vers les carburants renouvelables. A revoir prochainement.

Total Controverses environnementales. Pratiques fiscales et manque d'engagement sur le changement du mix produits.

BP Beaucoup de controverses. Pratiques fiscales et politique sociale responsables.

ENI Grave controverse de corruption concernant le CEO.

Nous avons exclu:

OMV Pas d'ambition climatique déclarée. Beaucoup de controverses.

Galp Energia Manque d'engagement climatique. Controverse concernant Sonangol et Isabel dos Santos.